

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2020/42010]

**19 JUIN 2020. — Décret spécial modifiant les articles 5 et 22 du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'« Universiteit Gent » et à l'« Universitair Centrum Antwerpen » (1)**

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

Décret spécial modifiant les articles 5 et 22 du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'« Universiteit Gent » et à l'« Universitair Centrum Antwerpen »

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière communautaire.

**Art. 2.** A l'article 5 du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'« Universiteit Gent » et à l'« Universitair Centrum Antwerpen », remplacé par le décret spécial du 3 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le collège électoral est composé de tous les membres du personnel académique autonome, du personnel académique assistant et du personnel administratif et technique et de tous les étudiants de l'université qui répondent aux critères minimaux d'importance de la désignation ou de la nomination ou aux critères minimaux pour les unités d'études engagées. Ces critères minimaux sont fixés par voie de règlement. »;

2° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil d'administration fixe la procédure électorale à la majorité spéciale des deux tiers des voix valablement exprimées et à la majorité simple des voix valablement exprimées dans chaque catégorie visée à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°. ».

**Art. 3.** « L'article 22 du même décret spécial, modifié par le décret spécial du 13 juillet 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix exprimées, à l'exception de la décision sur la procédure électorale visée à l'article 5, alinéa 6, et des décisions visées à l'article 21, § 2. Les abstentions, les votes nuls et blancs ne sont pas pris en considération. En cas de partage des voix, le président décide. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,  
B. WEYTS

—  
Note

*Session 2019-2020*

Documents : - Projet de décret spécial : 327 – N° 1

- Rapport : 327 – N° 2

- Texte adopté en séance plénière : 327 – N° 3

Annales - Discussion et adoption : Séance du 17 juin 2020.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/42145]

**2 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mai 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 2020 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mai 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'article 7 ;

Considérant qu'en date du 7 mai 2020, le Gouvernement de la Communauté française a adopté un projet d'arrêté portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19 dont l'objet visait à acter les dérogations réglementaires nécessaires à l'aménagement des conditions de travail du personnel des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public de la Communauté française ;

Considérant que les mesures prévues dans cet arrêté ont été prolongées jusqu'au 30 juin 2020 par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mai 2020 ;

Considérant que si le déconfinement progressif des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté française se poursuit, il est illusoire d'espérer que le déconfinement total sera réalisé d'ici le 30 juin 2020 ;

Considérant dès lors que le télétravail restera le mode principal d'organisation du travail, il importe de prolonger les mesures reprises dans l'arrêté du 7 mai 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mai 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel doivent maintenir leur activité de travail selon les modalités fixées au présent article.

§ 2. Le supérieur hiérarchique de rang 12 au moins, ou de rang 10 au moins pour les services dont la structure n'intègre pas un supérieur hiérarchique de rang 12, désigné soit à titre définitif, en fonctions supérieures ou ad interim, organise la planification des prestations de son équipe via le recours au télétravail tout en assurant une présence physique sur le lieu de travail de minimum deux jours par semaine en respectant les conditions sanitaires nécessaires. En cas de nécessités de continuité du service public ou si la nature des prestations ne le permet pas, le supérieur hiérarchique peut organiser la planification des prestations uniquement en présence physique sur le lieu de travail.

Les membres du personnel qui doivent se rendre sur le lieu de travail peuvent adapter leur horaire de travail tout en respectant les 7h36 par journée complète pour éviter les heures d'affluence dans les transports. Les membres du personnel qui se rendent sur le lieu de travail respectent les consignes de distanciation sociale.

Un membre du personnel peut être déclaré en dispense de service aux conditions cumulatives suivantes :

1° l'activité habituelle du service est toujours interrompue totalement ou partiellement ;

2° aucune autre tâche ne peut lui être attribuée.

§ 3. Les membres du personnel faisant partie du groupe à risques dont la fonction permet de travailler à domicile le font. Les personnes à risques dont la fonction ne permet pas le travail à domicile doivent consulter leur médecin traitant afin d'obtenir une attestation médicale attestant qu'ils ont un profil à risques et obtiennent alors une dispense de service.

Les personnes à risques sont celles identifiées comme telles par les autorités nationales, et notamment les personnes âgées de plus de 65 ans, des personnes diabétiques, présentant des maladies cardiaques, pulmonaires ou rénales et des personnes dont le système immunitaire est affaibli. ».

**Art. 2.** Dans l'article 7 du même arrêté, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« A l'exception de l'article 6, les dispositions prévues par le présent arrêté cessent d'être en vigueur au 31 août 2020. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Par dérogation, l'article 1<sup>er</sup> entre en vigueur le 6 juillet 2020.

**Art. 4.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juillet 2020.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles

Enseignement,

Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/42145]

**2 JULI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verlopen en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 25 juni 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 juli 2020;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, artikel 7;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap op 7 mei 2020 in het kader van de COVID-19-pandemie een ontwerpbesluit heeft aangenomen over diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken, dat tot doel had de nodige regelgevende afwijkingen vast te stellen om de arbeidsvoorwaarden van het personeel van de Regeringsdiensten en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap aan te passen;

Overwegende dat de in dat besluit vastgestelde maatregelen bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 mei 2020 zijn verlengd tot 30 juni 2020;

Overwegende dat alhoewel het geleidelijke afschaffen van de inperkingsmaatregelen voor de Regeringsdiensten en de instellingen van openbaar nut die afhankelijk zijn van de Franse Gemeenschap verder gaat, het illusoir is te hopen dat het totale afschaffen van de inperkingsmaatregelen tegen 30 juni 2020 wordt bereikt;

Overwegende dat, indien telewerk de belangrijkste vorm van werkorganisatie zal blijven, het noodzakelijk is om de maatregelen die zijn vastgelegd in het besluit van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, te verlengen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 2. § 1. De personeelsleden moeten hun werkzaamheden voortzetten overeenkomstig de bepalingen en voorwaarden van dit artikel.

§ 2. De hiërarchische meerdere van minstens rang 12, of van minstens rang 10 minstens voor diensten waarvan de structuur geen hiërarchische meerdere van rang 12 omvat, die hetzij in vast verband, hetzij in een hoger ambt of ad interim wordt aangewezen, organiseert de planning van de prestaties van zijn team door middel van telewerk en zorgt voor een fysieke aanwezigheid op de werkplek van minstens twee dagen per week, met inachtneming van de noodzakelijke sanitaire voorwaarden. Wanneer er behoefte is aan continuïteit van de openbare dienst of wanneer de aard van het werk dit niet toelaat, mag de hiërarchische meerdere de planning van het werk exclusief met fysieke aanwezigheid op de werkplek organiseren.

Personeelsleden die zich naar de werkplek moeten begeven, kunnen hun werktijden aanpassen met inachtneming van de 7,36 uur per dag om pieken in het vervoer te vermijden. Personeelsleden die de werkplek bezoeken, dienen de onderrichtingen inzake sociale afstand in acht te nemen.

Een personeelslid kan onder de volgende cumulatieve voorwaarden in dienstvrijstelling geplaatst worden:

1° de gebruikelijke activiteit van de dienst wordt steeds geheel of gedeeltelijk onderbroken;

2° er kan hem geen andere taak worden toevertrouwd.

§ 3. Personeelsleden die tot de risicogroep behoren en die door hun ambt thuis kunnen werken, blijven thuis werken. De leden van de risicogroep waarvan het ambt niet toestaat thuis te werken, moeten hun behandelende arts raadplegen om een medische verklaring te verkrijgen waaruit blijkt dat zij een risicoprofiel vertonen en krijgen dieneengevolge een dienstvrijstelling.

Risicopersonen zijn personen die als zodanig door de nationale overheden zijn geïdentificeerd, inzonderheid personen die ouder zijn dan 65 jaar, personen met diabetes, hart-, long- of nierziekten en personen met een verzwakt immuunsysteem. ».

**Art. 2.** In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door de volgende tekst:

"Met uitzondering van artikel 6 houden de bepalingen van dit besluit van kracht te zijn op 31 augustus 2020. ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2020.

In afwijking hiervan treedt artikel 1 in werking op 6 juli 2020.

**Art. 4.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 juli 2020.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en voor het Toezicht op WBE,

Fr. DAERDEN

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/42106]

**2 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au congé parental « corona » dans le contexte de la pandémie du coronavirus pour le personnel de Wallonie-Bruxelles International**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'avis du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles International, donné le 25 mai 2020 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mai 2020 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 28 mai 2020 ;

Vu le Protocole n° 776 du Comité de secteur XVI, conclu le 8 juin 2020 ;